

de l'empire britannique? La réponse est bien simple. Il n'a fait que diminuer excessivement les crédits de tous les services et réduire presque à néant notre force aérienne.

Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir en octobre 1935, qu'avons-nous fait? Nous nous sommes empressés de nous occuper des affaires du Canada. Trois semaines s'étaient à peine écoulées que le premier ministre obtenait la réciprocité avec les Etats-Unis et un traité était signé le 11 novembre 1935. Nous nous occupâmes ensuite des préparatifs de la session de 1936, et en 1937, après avoir examiné la situation, effectué un relevé dans les divers ministères et constaté que depuis cinq ans notre armée, notre milice, notre force aérienne et notre marine de guerre avaient à bien dire été privés de toute ressource, par le gouvernement de mon très honorable ami, nous avons décidé d'agir. En 1937, en 1938 et en 1939, le Gouvernement actuel a constaté la nécessité d'organiser tout d'abord la défense du Canada, et il a demandé au Parlement de voter des fonds à cette fin. C'était une décision propre à rallier tous les Canadiens. Ainsi que mon très honorable ami le sait, il importe parfois de préparer l'opinion publique et les questions qui ont trait à l'équipement et à l'armement des soldats n'intéressent le grand public que lorsqu'il voit les troupes défilér dans les rues tambour battant.

Il fallait habituer la population à l'idée de défendre le Canada et engager les citoyens à considérer l'intérêt national. Les provinces n'étaient pas toutes du même avis sur ce point mais le gouvernement réussit, chaque année, à obtenir des crédits de plus en plus considérables pour la défense du Canada.

Cela dénotait du courage. Je ne suis pas sûr que sous ce rapport mon très honorable ami (le très honorable M. Meighen), qui a croisé le fer avec le premier ministre tant aux Communes que devant le peuple, n'ait pensé qu'il était parfois faible et vacillant. Il fallait tout de même du courage pour faire voter des millions pour la défense du Canada. Nous devons faire comprendre au peuple les besoins de l'époque, afin que l'opinion publique appuyât l'initiative du Gouvernement. C'est ce qui est arrivé et arrive encore dans tous les autres pays. Nous pouvons nous demander pourquoi le président Roosevelt, malgré sa puissance, n'accomplit pas certaines choses. C'est que l'opinion publique doit être formée; les faits doivent être exposés au peuple. Pour faire régner l'union dans l'effort parmi la population canadienne, il fallait que le Gouvernement lui fit comprendre la nécessité de faire tout d'abord quelque chose pour notre pays. Or, mon très honorable ami dit: "Non, il faut d'abord songer à l'empire".

La guerre est venue et nous avons dû préparer la défense de nos côtes. Nous avons affecté de fortes sommes à la reconstitution de notre milice et de notre force aérienne et au renforcement de notre marine de guerre, afin de pouvoir prendre notre place à côté de la Grande-Bretagne. Naturellement, il est facile aux détracteurs—je ne vise pas les honorables membres de cette Chambre—de dire que nous aurions pu accomplir davantage et qu'en 1938 nous aurions dû nous rendre compte de la menace qui pesait sur la Grande-Bretagne et la France et prévoir ce qui arriverait en Europe. Je répondrai que la haute direction des affaires n'appartenait pas au Canada. Londres avait un service diplomatique qui englobait toute l'Europe, mais pourtant, au lendemain de Munich, on reconnut que la Grande-Bretagne n'était pas prête.

On me permettra de citer un extrait du discours prononcé le 8 mai par le très honorable Winston Churchill, premier ministre actuel de Grande-Bretagne. Il a dit:

Au cours de cette guerre on nous demande fréquemment pourquoi nous n'avons pas pris l'initiative. Si nous souffrons du sérieux désavantage de ne pas avoir l'initiative, cela provient d'une cause qui ne peut être rapidement rectifiée. Elle réside dans le fait que nous n'avons pas su, au cours des cinq dernières années, maintenir ou rétablir la parité des forces aériennes avec l'Allemagne. C'est une vieille histoire qui serait longue à raconter.

Par cette déclaration Winston Churchill se trouve à censurer l'inertie dont a fait preuve le gouvernement britannique en négligeant de préparer ses moyens de défense.

L'opposition et mon très honorable ami, que j'appellerai encore le chef du parti conservateur dans cette Chambre, bien que ce parti ait cessé de se présenter devant le peuple—je crois encore, en effet que la vieille garde qui l'entoure peut affirmer qu'elle appartient au parti conservateur—l'opposition et mon très honorable ami, dis-je, ont prétendu que le Gouvernement avait tardé de deux ans à inaugurer le plan d'entraînement d'aviateurs de l'empire britannique. Cette affirmation se prêtant, je crois, à réfutation, je vais maintenant tâcher d'en démontrer l'inexactitude. L'offre que la Grande-Bretagne fit en mai 1938 par l'entremise de son haut-commissaire, sir Francis Floud, avait trait à l'entraînement au Canada d'aviateurs britanniques. Le gouvernement canadien répondit: "Nous n'aimons pas la forme sous laquelle vous présentez ce projet, étant donné que vous semblez vouloir entrer au pays et organiser, en terre canadienne un service complet de l'administration britannique, soumis à vos propres lois. Cependant, nous consentons avec plaisir à vous